

Berne ne sait pas encore comment gérer l'IA

Pour accompagner les employés dont les métiers sont menacés par l'intelligence artificielle, une initiative parlementaire veut aider les entreprises avec la formation continue.

Florent Quiquerez Berne

L'intelligence artificielle a débarqué dans nos vies et sur notre lieu de travail comme un chien dans un jeu de quilles. Pour Estelle Revaz (PS/GE), nous sommes à la croisée des chemins. «Soit on décide de la subir, soit on décide de l'accompagner.» La conseillère nationale, elle, plaide pour la deuxième option. Elle vient de déposer une initiative parlementaire pour agir dans le domaine de la formation.

Dans ce texte que nous avons pu consulter, Estelle Revaz demande d'adapter la loi en permettant aux travailleurs, «dont l'emploi est significativement impacté par l'intelligence artificielle» d'avoir droit à une formation «permettant l'adaptation aux évolutions technologiques ou la reconversion professionnelle». Elle cite par exemple «un soutien aux entreprises qui garantissent la mise à niveau de leurs forces de travail.»

Menace sur les emplois

Selon elle, le problème est réel et il va aller grandissant. «L'IA crée à la fois des opportunités et des défis. Il y a d'un côté un potentiel pour augmenter la productivité dans plein de domaines, mais de l'autre le risque de voir des postes de travail se transformer ou disparaître.» Et de citer une étude de Goldman Sachs qui montre qu'environ 300 millions d'emplois dans le monde pourraient être perdus ou dégradés par les nouvelles technologies. «Le Fonds monétaire international estime que l'IA pourrait même avoir un impact sur 40% des emplois dans le monde et jusqu'à 60% dans les pays développés.»

Estelle Revaz veut donc anticiper ces changements. «La Suisse manque de leadership sur cette question. Elle a laissé filer le développement de l'IA, elle n'a pas su



Par le biais d'une initiative parlementaire, la Genevoise Estelle Revaz propose la création de mesures visant à soutenir les travailleurs dont l'emploi est impacté par la généralisation de l'IA. KEYSTONE/ANTHONY ANEX

«La Suisse a laissé filer le développement de l'IA, elle n'a pas su anticiper sa réglementation. Aujourd'hui, elle ne peut pas non plus manquer la question de son intégration dans le monde du travail.»

Estelle Revaz Conseillère nationale socialiste

anticiper sa réglementation. Aujourd'hui, elle ne peut pas non plus manquer la question de son intégration dans le monde du travail, alors que nous souffrons déjà d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.»

Une fois le décor posé, elle insiste sur le fait que sa proposition laisse une large marge de manœuvre pour l'appliquer. «Pour moi, l'État doit s'investir dans cette question, car les entreprises seules n'ont pas les moyens pour affronter ce défi. Est-ce que cela doit passer par des subventions, des crédits d'impôts ou un élargissement du programme de formation continue, tout reste ouvert. Mais on ne peut pas se contenter d'être attentiste.»

Projet fédérateur

Son projet a été cosigné par un élu de chaque parti, ce qui montre bien qu'il existe un intérêt général à empoigner cette thématique de l'intelligence artificielle. Mais de là à dire que son initiative parlementaire passera, il y a un pas qui reste difficile à franchir. Si les questions sont nombreuses, les réponses sont difficiles à trouver.

Parfois, elles n'existent même pas encore.

Tout comme Estelle Revaz, Céline Weber (PVL/VD) est membre de la Commissions de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC), mais elle est aussi présidente de la Conférence romande de la formation continue. «L'enjeu est là, c'est évident. Mais c'est compliqué de le thématiser. Tout le monde n'a pas la même perception ni les mêmes attentes vis-à-vis de l'intelligence artificielle. Cette technologie étant en constant développement, des entreprises ne savent pas toujours comment l'intégrer. Il faut dire la vérité: alors qu'on ne pourra pas s'affranchir de ces nouvelles technologies, aujourd'hui, nous sommes encore souvent démunis.»

Cela étant dit, la Vaudoise n'est pas convaincue que l'outil proposé soit le bon. «Il y a déjà une loi sur la formation continue. Faut-il vraiment créer une nouvelle législation? Je ne suis pas sûre, d'autant plus que son applicabilité reste à inventer.»

Sylvain Freymond (UDC/VD), lui aussi membre de la CSEC, ne

ferme pas la porte à cette idée, mais il craint également une forme d'usine à gaz. «Il est évident que l'intelligence artificielle est un sujet qui sera toujours plus important à l'avenir. Il faudra trouver des solutions pour adapter le monde du travail. Mais j'ai l'impression qu'il serait plus intéressant d'agir en amont, dans le cadre scolaire et la formation professionnelle que d'intervenir au niveau des entreprises. Il faut que les personnes qui terminent leur formation correspondent au besoin du marché du travail.»

Berne dans l'embarras

Preuve que l'intelligence artificielle met la Berne fédérale dans l'embarras, lors de la dernière législature, la CSEC avait consacré une après-midi entière à ce thème en faisant intervenir différents spécialistes. Mais à l'issue de la discussion, personne ne savait vraiment comment empoigner le problème. Le dossier était donc resté en plan. Pour Estelle Revaz, c'est une raison de plus de voter son texte. «Il faut continuer à thématiser les défis que pose l'IA.»